



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADES DE FRANCE
DANEMARK, FINLANDE, NORVÈGE et SUÈDE
SERVICE RÉGIONAL AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ



Chroniques Nordiques

Numéro 31 / Mars 2018

Le service régional des affaires sociales et santé a le plaisir de vous adresser le 31^{ème} numéro de sa chronique nordique sur les champs suivants :

- **Affaires sociales**
- **Travail, Emploi, formation professionnelle et dialogue social**
- **Santé et protection sociale**
- **Droit des femmes, enfance et famille.**

Toutes vos suggestions pour l'améliorer seront les bienvenues.

Remerciements à notre stagiaire Elisa Vincent ainsi qu'à Eeva Hanhiniemi et Kaija Fagerholm (Finlande), Cécile Aubert et Maja Blomberg (Norvège), Pierre Moncorgé (Suède), qui nous font parvenir leurs revues de presse et Léo André (SER, pays nordiques) pour la quinzaine nordique.



DANEMARK

Population totale	5,669,000
Revenu national brut par habitant (\$ internationaux PPA)	44 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	79/82
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	100/60
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant (\$ int.)	4,782
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	10.8
Taux de fécondité	1.7*

Source : OMS, 2015
*Banque mondiale, 2015

Affaires sociales

Education

Etude d'impact sur l'usage des nouvelles technologies dans l'apprentissage de la lecture et de l'orthographe

Une étude a révélé que l'usage de l'informatique dans le cadre des cours de lecture et d'orthographe n'affecterait pas l'apprentissage des étudiants. Si l'usage des technologies de l'information pourrait motiver les enfants à apprendre la lecture et l'orthographe, il ne leur permet pas en revanche de devenir de meilleurs lecteurs.

Accord sur la coopération linguistique et éducative entre la France et le Danemark

La ministre de l'éducation danoise, Merete Riisager, et le ministre de l'éducation nationale français, Jean-Michel Blanquer, ont signé le 1^{er} mars 2018 à Copenhague un accord pour développer la coopération linguistique et éducative entre la France et le Danemark. Cet accord vise à renforcer les échanges sur les expériences respectives des 2 pays en matière d'éducation et de langue, et à assurer la mobilité des étudiants et des enseignants dans les systèmes d'enseignement et de formation. De manière générale, l'accord vise à renforcer les actions transnationales entre la France et le Danemark en matière d'éducation. Cette initiative contribue à la stratégie linguistique lancée par le gouvernement danois, et s'inscrit dans le cadre de la résolution du Conseil Européen en décembre 2017, sur l'importance pour les jeunes de parler au moins deux langues étrangères.

Enquête de satisfaction sur la formation professionnelle

Une enquête de satisfaction sur la formation professionnelle a révélé que les entreprises sont globalement satisfaites des étudiants qu'elles accueillent en apprentissage, en particulier dans le cadre des coopérations avec les écoles de commerce. La satisfaction est particulièrement élevée dans les grandes entreprises. Dans le cadre de la réforme de l'enseignement professionnel une enquête de satisfaction annuelle sur la perception des élèves et la coopération avec les écoles de commerce a été mise en place. Les résultats de cette deuxième enquête de satisfaction ont montré que les entreprises sont satisfaites à la fois des étudiants et de la coopération scolaire. Les entreprises sont particulièrement satisfaites de la motivation des étudiants, de leurs compétences pratiques et de leur inclusion dans le monde du travail.

L'attractivité de la formation professionnelle augmente

Après avoir chuté pendant plusieurs années, l'attractivité de la formation professionnelle a augmenté l'année dernière, même si l'enseignement supérieur reste le choix le plus populaire chez les élèves. En 2017, 19.4% des étudiants ont choisi la formation professionnelle, soit une augmentation de près d'un point par rapport à l'année précédente (18.5%). « Il semble que plus de gens ont vu cette année quelles sont les opportunités offertes par l'enseignement professionnel [...], ce qui est très positif. » a déclaré la ministre de l'éducation Merete Riisager.

Migration

La Nationale Sanktionsliste mise en place en mai 2017 a été élargie :

13 nouveaux prédicateurs diffusant des discours de haine ont été ajoutés sur la *Nationale Sanktionsliste* qui rassemble les personnes interdites d'entrer sur le territoire danois pour des raisons d'ordre public.

Présentation du « plan ghetto » du gouvernement

Huit ministres du gouvernement ont présenté, le 1^{er} mars, le « plan ghetto » du gouvernement, intitulé « Un Danemark sans sociétés parallèles – pas de ghettos en 2030 ». Le but de ce plan est de lutter contre les sociétés parallèles (c'est-à-dire un ensemble de personnes vivant physiquement ou mentalement isolées, régies par des normes et règles propres, sans contact significatif avec la société environnante et sans souhait d'en faire partie selon la définition du ministre de l'Intérieur) et de protéger « l'identité nationale ». Parmi les initiatives présentées, on trouve le renforcement des moyens de police pour lutter contre la criminalité dans les quartiers défavorisés, la possibilité de se servir des aides sociales comme moyen incitatif, ou encore des réformes dans le domaine de l'éducation (mise en place de tests de langue, meilleure répartition des élèves...). Ce plan du gouvernement intervient quelques semaines après le lancement d'une initiative du parti Social-Démocrate intitulée « Juste et Réaliste – Une politique d'immigration qui rassemble le Danemark », initiative qui prévoit ce que les sociaux-démocrates qualifient d'une « Nouvelle lutte pour la liberté ».

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Proposition législative sur la supervision de la mise en place d'un environnement de travail sain et sécurisé

Un projet de loi a été déposé au Parlement concernant la surveillance de la mise en place d'un environnement sain et sécurisé en entreprise. L'objectif est de veiller à ce qu'il existe un cadre clair pour les pouvoirs de l'Inspection du travail dans la supervision de l'environnement de travail. L'inspection du travail sera ainsi en capacité de parler seule à seule avec les employés, sans la présence de l'employeur. Des discussions de groupe pourront également être mises en place, également sans la présence de l'employeur si l'inspection du travail le décide.

Augmentation des accidents du travail graves en 2015

L'autorité danoise sur l'environnement de travail a mis en évidence une augmentation de 4.7% du nombre d'accidents du travail graves en 2015. Les accidents professionnels graves sont définis comme les accidents qui ont causé une blessure permanente, ou qui ont entraîné une absence prolongée en raison d'une maladie. Le ministre de l'emploi Troels Lund Poulsen a déclaré que la réduction du nombre d'accidents du travail était une priorité absolue.

Projet de loi sur la protection des informations personnelles des employés

Le parlement devrait débattre d'un projet de loi visant à protéger les informations relatives à la santé des employés en cas de maladie. Le ministre de l'emploi Troels Lund Poulsen a déclaré : « *Nous devons adapter la législation afin qu'il soit possible de bénéficier d'indemnités maladies sans que l'employeur connaisse automatiquement vos renseignements personnels* ».

Santé et Protection sociale

Réforme du système de soins dentaires

Suite à l'échec des négociations entre l'Association dentaire et les régions, le Parlement et le gouvernement ont convenu d'entreprendre des travaux afin de réformer les soins dentaires pour les adultes au Danemark. La qualité des soins dentaires a fortement progressé ces dernières années dans le pays. Le désaccord porte cependant sur le niveau des dépenses publiques. Le Parlement a annoncé réfléchir actuellement à un modèle de soins qui garantirait l'accès pour tous à des soins dentaires de qualité, tout en maintenant des prix raisonnables.

Cannabis à usage médical

La Ministre de la Santé se félicite des résultats du lancement du programme sur le cannabis médical. Deux mois après la mise en place du programme, 207 patients ont reçu une prescription pour l'un des deux produits du programme expérimental. Les négociations concernant le programme avaient estimé à 500 le nombre de patients recevant une prescription de cannabis médical au cours de la première année. 78 médecins différents ont délivré des ordonnances.



FINLANDE

Population totale	5,504,000
Revenu national brut par habitant (\$ internationaux PPA)	38 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	78/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	114/51
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant (\$ int.)	3,701
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	9,7
Taux de fécondité	1.8

Source : OMS, 2015
*Banque mondiale, 2015

Affaires sociales

Education

Initiative populaire sur la gratuité de l'enseignement secondaire

Une initiative populaire visant à rendre gratuit l'enseignement secondaire, et notamment les livres scolaires, sera prochainement transmise au Parlement.

Enseignement des langues étrangères

Un groupe de travail du ministère de l'éducation a rendu ses conclusions relatives à la possibilité d'instaurer en Finlande un baccalauréat en anglais. L'objectif serait de promouvoir l'exportation de produits et de services éducatifs finlandais, et de renforcer la position du bac finlandais au niveau international. Cette réforme nécessiterait une transformation des systèmes d'enseignement en anglais dans les lycées. Un projet de loi devrait voir le jour en automne.

Augmentation de la durée de l'enseignement obligatoire

Le syndicat des enseignants OAJ souhaite augmenter la durée de la scolarité obligatoire, afin de limiter l'exclusion sociale des jeunes. Il propose d'avancer l'âge de l'enseignement obligatoire à 5 ans (contre 6 ans aujourd'hui) et de repousser l'âge de fin à 19 ans. Pour le président de l'OAJ, Mr Luikkainen, faire commencer les enfants plus tôt permettrait de réduire les écarts de niveau entre élèves. Un encadrement plus long permettrait également d'éviter la marginalisation des jeunes qui mettent fin à leur scolarité après le collège. Dans son rapport sur la lutte contre les inégalités remis le 21 mars au Premier ministre, le professeur de sciences sociales Juho Saari prône également l'instauration d'une pré-scolarité pour tous à partir de 5 ans. Selon lui, une réforme de l'école primaire permettrait de lutter contre l'exclusion.

Migration

Les Syriens binationaux renvoyés au Venezuela

La Finlande a choisi de renvoyer au Venezuela les migrants possédant la double-nationalité syrienne et vénézuélienne. L'ancien ambassadeur de Finlande au Venezuela, Mikko Pyhälä, s'est étonné de cette décision, car il estime que la situation humanitaire au Venezuela est préoccupante.

Affaiblissement de la protection juridique des demandeurs d'asile irakiens

Des chercheurs de l'Université de Turku, d'Åbo Akademi et l'Ombudsman pour l'égalité ont mené une étude sur la protection juridique des demandeurs d'asile irakiens. L'étude a révélé que l'Office national de l'immigration *Migri* a durci sa politique concernant l'étude des dossiers des demandeurs d'asile irakiens arrivés en 2015. Alors qu'en 2015 le risque de violence contre les individus à leur retour était retenu dans la plupart des cas, en 2017, il n'a été qu'exceptionnellement considéré. En 2015, 86% des demandeurs d'asile ont obtenu une réponse positive contre

seulement 21% en 2017. Les chercheurs expriment leur inquiétude concernant la protection des droits fondamentaux et de l'homme ainsi que de l'Etat de droit en Finlande. « *En dernier lieu, il s'agit du droit à la vie* », selon Juha Lavapuro, professeur à l'Université de Turku. *Migri* a déclaré qu'on lui avait imposé de suivre la politique suédoise en matière d'asile. Jaana Vuorio, directrice de *Migri*, relève que le gouvernement a donné, fin 2015, des instructions pour se renseigner sur les pratiques des autres Etats membres afin d'harmoniser sa politique. Le ministère de l'Intérieur a confirmé que derrière la montée des décisions négatives, il y avait la volonté d'harmoniser les pratiques, en particulier avec la Suède. Jusqu'en 2015, la politique finlandaise concernant les Irakiens était moins stricte que celle de la Suède.

Divers

Les Finlandais champions du bonheur

La Finlande occupe la première place du classement *World Happiness* des Nations Unies, devant la Norvège, le Danemark, l'Islande et la Suisse. Pour la première fois, le bonheur des immigrés a également été mesuré. La Finlande occupe également la première place du classement dans ce domaine.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Négociations des conventions collectives

L'Université d'Helsinki s'est mis en grève au début du mois, suite au rejet par les employeurs de la proposition du médiateur Janne Metsämäki concernant la nouvelle convention salariale. Le désaccord portait principalement sur les augmentations de salaire prévues. Un accord a finalement été trouvé entre les parties. Un accord a également été trouvé concernant la convention collective du secteur privé de l'enseignement. Les grèves dans ce secteur risquaient de mettre en péril les épreuves du baccalauréat. Des augmentations de salaire de l'ordre de 3% jusqu'en 2020 ont été signées. Un accord a également été trouvé dans le secteur des crèches privées, et le préavis de grève a été levé. En revanche, les négociations de la convention collective pour le secteur financier se poursuivent, sans progrès notable pour le moment. Les syndicats du secteur ont annoncé de nouvelles grèves pour les semaines à venir.

Rapport de l'OCDE sur la Finlande

L'OCDE a présenté le 28 février dernier son rapport-pays sur la Finlande. D'après la secrétaire générale adjointe de l'OCDE, la finlandaise Mari Kiviniemi, le principal problème de la Finlande réside dans son taux d'emploi bas et son niveau de chômage élevé. Les experts de l'OCDE recommandent à la Finlande d'abandonner l'expérimentation sur le revenu universel menée depuis le 1^{er} janvier 2017. Jusqu'en 2019, 2000 chômeurs en fin de droit entre 25 et 58 ans perçoivent, en effet, un revenu mensuel de 560 euros. L'objectif est de vérifier l'effet incitatif de ce revenu, qui continue d'être versé alors même que le chômeur a trouvé un emploi. Cette expérimentation devait être progressivement étendue à d'autres groupes de personnes. A la place du revenu universel, l'OCDE recommande à la Finlande d'étudier le modèle anglais de l'*Universal Credit*, qui fusionne l'ensemble des différentes allocations sociales en une allocation générale, qui diminue avec l'augmentation des revenus. Kiviniemi a également indiqué que les avantages accordés aux personnes en âge de travailler devrait être diminués, afin d'inciter à la recherche d'emploi. Toutefois, la mise en place de ces mesures risque de se heurter à une opposition politique importante. Ainsi, le gouvernement a dû récemment abandonner son projet de diminuer la compensation de prise en charge des jeunes enfants à la maison (que l'OCDE préconise de supprimer) en raison de l'opposition de certains partis. L'OCDE recommande également de baisser le taux d'imposition sur les salaires, afin de rendre les emplois attractifs. Cette perte de recettes fiscales serait compensée par la réduction du nombre de produits bénéficiant d'un taux de TVA inférieur au taux de base.

L'Avenir Bleu souhaite une étude sur les allocations chômage

L'Avenir bleu souhaite la mise en place d'une étude sur la prestation de chômage proportionnelle aux gains, et sur la possibilité d'accorder cette prestation aux salariés qui ne sont pas membres de caisses de chômage. Les représentants des syndicats ont immédiatement rejeté cette initiative.

Diminution des dépenses du chômage en 2017

Les dépenses des caisses d'assurance chômage et de la sécurité sociale pour les demandeurs d'emplois ont diminué de 500 millions d'euros en 2017 par rapport en 2016. Ces caisses ont dépensé l'année dernière près de 4.5 milliards d'euros. Cette diminution s'explique par la diminution des allocations proportionnelles au salaire versées par les caisses.

Objectifs de taux d'emploi du gouvernement

De nombreux prévisionnistes considèrent que le gouvernement pourrait parvenir à atteindre l'année prochaine son objectif d'un taux d'emploi de 72%. Cette augmentation du taux d'emploi ne s'explique pas cependant par une diminution du taux de chômage, mais par le retour en emploi de personnes qui avaient quitté le marché du travail.

L'initiative contre le modèle actif d'assurance chômage remise au Parlement

Une initiative visant à supprimer la loi sur le modèle actif d'assurance chômage, recueillant plus de 140 000 signatures, a été remise au Parlement. Une manifestation devant le Parlement a eu lieu à cette occasion. Trois mois après son entrée en vigueur, plus de la moitié des chômeurs devraient se voir sanctionnés par une diminution de 4.65% de leur allocation à cause du nouveau modèle d'assurance chômage. Seuls 46% des chômeurs ont rempli les nouvelles conditions (en matière de formation ou d'activité) pour bénéficier de leur allocation complète.

Santé et Protection sociale

Réforme des affaires sociales et de santé

Le gouvernement a engagé une réforme majeure des services sociaux et de santé. Parmi les principales mesures, on trouve le transfert des compétences relatives aux services sociaux et de santé des municipalités vers 18 régions autonomes créées à cette occasion. Plus de prestataires privés devrait également être impliqués dans le domaine social et de santé. La réforme prévoit d'ouvrir à la concurrence 29% des services sociaux et de santé, soit 5.3 milliards d'euros sur un budget de 18.6 milliards d'euros en 2016.

Suite à l'annonce de la députée du Rassemblement national Elina Lepomäki de voter contre la réforme, le Premier Ministre Juha Sipilä a déclaré vouloir organiser des élections anticipées, en cas d'échec. « *Il s'agit de la principale réforme de ce gouvernement et il est clair que sinon c'est la porte. S'il n'y a pas de majorité pour l'approuver, il reviendra à d'autres de s'y coller* » a-t-il déclaré. Le Premier Ministre s'est toutefois déclaré confiant dans le fait que le Rassemblement National votera la réforme. Il a également rappelé que sa coalition dispose de la majorité au parlement pour faire passer le paquet de lois. Le président du groupe parlementaire du Rassemblement national a souligné que le groupe était uni, et qu'une discipline parlementaire serait exigée. Le président du Parti du Rassemblement National, Petteri Orpo, a récusé les rumeurs selon lesquelles le parti serait divisé entre deux lignes, la sienne et celle du maire d'Helsinki Jan Vapaavuori, qui s'est déclaré opposé à la réforme régionale.

La réforme, qui a été transmise au début du mois au Parlement, fera face à de nombreux obstacles, notamment parce que la présidente de la Commission des affaires sociales du Parlement est la députée de l'opposition Krista Kiuru, l'une des plus farouches opposantes à la réforme. La commission des affaires constitutionnelles, qui a déjà refusé le précédent projet du gouvernement à l'automne dernier, est également présidée par une députée de l'opposition, Mme Lapintie.

L'échec de la réforme provoquerait une crise politique importante. Les élections anticipées sont utilisées uniquement dans des circonstances exceptionnelles : il n'y a plus eu de dissolution du Parlement depuis 1975. Un sondage rapporté par *Keskisuomalainen* rapporte que 60% des personnes interrogées estiment que les préparatifs de la réforme devraient être arrêtés. Seuls les centristes sont majoritairement (près de 60%) favorables à la réforme. A l'inverse, l'Alliance des gauches y est très majoritairement opposée (84% sont contre la réforme).

L'autorisation des médicaments génériques a permis des économies

Depuis 15 ans, il est possible d'opter pour un médicament générique au lieu du médicament prescrit par le médecin. En janvier 2017, les économies réalisées grâce aux génériques dépassaient déjà un milliard d'euros. Les économies ont pu s'élever jusqu'à 100 millions d'euros par an. Une partie des économies bénéficie à la sécurité sociale, *Kela*, sous forme de remboursements moins élevés. Les consommateurs ont également vu leurs dépenses diminuer de plusieurs centaines de millions d'euros.

Loi sur la reconnaissance de la maternité

Le Parlement a approuvé, par 122 voix contre 42, l'initiative populaire sur la reconnaissance de la maternité. Après l'entrée en vigueur de la loi, les couples de deux femmes pourront faire reconnaître la maternité des deux mères avant la naissance de l'enfant (si celui-ci est né par une FIV réalisée avec l'accord des deux femmes). Actuellement, les couples de mères doivent passer par la procédure de l'adoption pour faire reconnaître la maternité de la mère qui n'a pas enfanté. La commission des lois estime que la loi n'entrera pas en vigueur avant le printemps 2019. Il s'agit de la deuxième initiative populaire approuvée par le Parlement. La première a été la loi sur le mariage pour les couples homosexuels.

Nombre record de femmes volontaires pour le service militaire

1516 femmes sont volontaires pour effectuer un service militaire cette année, soit 400 de plus par rapport à l'année 2017. La brigade de Pori a reçu 343 demandes déposées par des femmes contre 222 l'année dernière, la brigade de Kainuu 233 (167 en 2017).

Les Finlandaises ont un niveau de formation élevé

D'après l'OCDE, les Finlandaises se classent au troisième rang (derrière le Canada et Israël) en nombre de diplômées. En effet, 50,8% des Finlandaises de 25 à 64 ans ont un diplôme du supérieur. Depuis le début des années 1990, les Finlandaises ont même dépassé les Finlandais en la matière.

Proposition de modification de la législation sur le viol

A l'occasion de la journée internationale du droit des femmes, une proposition de loi signée par 78 députés a été présentée au Parlement. Elle vise à modifier le droit pénal et l'article sur le viol. Actuellement, la qualification de viol requiert l'usage de la violence ou de la menace. La proposition de loi viserait à étendre la qualification de viol à toutes les situations où il n'y a pas consentement de la victime.

Les retraites des femmes nettement inférieures à celles des hommes

Les retraités représentent un tiers de la population finlandaise. On recense 35 communes finlandaises dans laquelle plus de la moitié des habitants sont des retraités. Ce sont les communes de l'Est du pays qui compte le plus de retraités.

En 2017, la retraite moyenne était de 1656 euros, soit 20 euros de plus qu'en 2016. La retraite moyenne représente entre 50 et 55% du salaire (qui est en moyenne de 3200 euros par mois). Des écarts existent cependant entre les hommes et les femmes. Les Finlandais ont touché en moyenne 1874 euros l'année dernière, contre 1476 pour les Finlandaises.



NORVÈGE

Population totale	5,211,000
Revenu national brut par habitant (\$ internationaux PPA)	66 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	80/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	73/47
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant (\$ int.)	6,347
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	9.7
Taux de fécondité	1.8

Source : OMS, 2015
*Banque mondiale, 2015

Affaires sociales

Migration

Projet de réforme de la loi sur l'intégration

Le gouvernement propose de réformer la loi sur l'intégration afin de rendre obligatoires les cours de norvégien et les cours sur les valeurs norvégiennes pour les réfugiés dans les centres d'accueils. Ces cours sont actuellement suivis sur la base du volontariat. « *La clé pour améliorer l'intégration est la maîtrise de la langue et une bonne connaissance de la société* » a déclaré le Ministre de l'éducation et de l'intégration, Jan Tore Sanner.

17,3% de la population est d'origine étrangère

916 625 personnes vivant en Norvège sont d'origine étrangère (immigrés et norvégiens nés de parents immigrés), ce qui représente près d'un cinquième de la population totale. La moitié d'entre elles est originaire d'Asie et d'Afrique. Les immigrés constituent 14,1% de la population norvégienne. La diaspora polonaise est la plus grande (98 200 personnes), suivie des ressortissants lituaniens (38 400), des Suédois (35 800), des Somaliens (28 800) et des Syriens (27 400). A Oslo, la proportion de personnes d'origine étrangère atteint 33,1%.

	Immigrés et Norvégiens nés de parents immigrés (% de la population totale)	Immigrés	Norvégiens nés de parents immigrés
Union Européenne	369 122 (7%)	330 619	38 503
Europe (hors UE)	77 131 (1.5%)	59 756	17 375
Afrique	127 155 (2.4%)	93 735	33 420
Asie (incluant la Turquie)	304 042 (5.7%)	227 631	76 411
Amérique du Nord	11 404 (0.2%)	10 580	824
Amérique du Sud et Amérique centrale	25 519 (0.5%)	22 171	3 348
Océanie	2 252 (0%)	2 169	83
TOTAL	916 625 (17.3%)	746 661	169 964

Immigrés et norvégiens nés de parents immigrés (Statistics Norway, 2018).

Protection des mineurs envoyés à l'étranger contre le gré

Les autorités norvégiennes ont recensé 107 mineurs, dont 62 enfants, envoyés à l'étranger contre leur gré en 2017. La plupart des cas concernent des séjours au Pakistan, en Irak, en Somalie, en Afghanistan et en Syrie. En 2016, ils étaient 79 mineurs à avoir été envoyés à l'étranger par leur famille. « *Tous les garçons et les filles d'origine étrangère doivent avoir la même liberté de décider de leur propre vie et de leur propre avenir (...) Nous trouvons grave que des enfants et des jeunes puissent être envoyés hors de Norvège, contre leur gré, vers des pays où la violence et le contrôle social sont pratiqués* », observe le ministre de l'éducation et de l'intégration, Jan Tore Sanner. Il indique que

le gouvernement étudie la possibilité de retirer le passeport des enfants courant ce risque, afin de les protéger des crimes d'honneur (28% des cas), des mariages forcés (25%), des séjours illégaux (14%) ou des mutilations génitales.

La Norvège veut interdire le voile intégral dans l'éducation

Le gouvernement norvégien a présenté vendredi un projet de loi visant à interdire le port du voile intégral, comme la burqa et le niqab, dans les universités, les écoles et les jardins d'enfants. La France, les Pays-Bas, la Belgique, la Bulgarie et la Bavière ont déjà imposé des restrictions sur le voile intégral dans les lieux publics. Si la loi est adoptée au Parlement, la Norvège sera le premier pays nordique à imposer une telle interdiction dans le secteur éducatif, a précisé dans un communiqué la ministre des Finances Siv Jensen, qui dirige le parti du Progrès, anti-immigration. La Norvège, a-t-elle ajouté, "est une société ouverte où les gens ne dissimulent pas leur visage".

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Accidents du travail mortels en Norvège

Les travailleurs originaires d'Europe de l'est sont trois fois plus nombreux à mourir dans un accident du travail que les Norvégiens, d'après un rapport de l'inspection du travail (*Arbeidstilsynet*) sur la sécurité au travail entre 2011 et 2016. Sur cette période, 234 accidents de travail mortels ont été enregistrés dont 55 touchant des ressortissants étrangers. Selon *Arbeidstilsynet*, il s'agit surtout de jeunes actifs récemment arrivés en Norvège, peu informés des règles de sécurité par leurs employeurs, et embauchés pour des missions courtes. Les ressortissants d'Europe de l'Est sont les premières victimes d'accidents mortels au travail, car ils sont surreprésentés dans le BTP (un secteur très accidentogène), observe également l'inspection du travail.

Risque de grève dans le secteur privé le 8 avril

Les négociations annuelles dans le secteur privé entre les partenaires sociaux n'ont pas abouti dans les délais impartis (22 mars), et se poursuivront sous le contrôle du médiateur national. Si aucune solution n'est trouvée d'ici le 3 avril, 235 000 salariés du secteur privé, membres des syndicats LO et YS, pourront entrer en grève dès le 8 avril. Ces deux organisations syndicales réclament une hausse du pouvoir d'achat dans tous les secteurs, des avancées dans le régime des retraites, et le remboursement de différents frais (logement, restauration et transport) par les employeurs pour les salariés en mission. Ils exigent également une hausse des salaires de 3%, tandis que l'organisation patronale NHO ne souhaite pas aller au-delà de 2,7%.

Santé et Protection sociale

Espérance de vie

Ces 30 dernières années, l'écart entre l'espérance de vie des hommes et celle des femmes s'est réduit, pour passer de 6,8 ans à 3,4 ans. Les femmes ont désormais une espérance de vie de 84,3 ans, contre 80,9 ans pour les hommes.

Erna Solberg s'adresse aux parents réfractaires aux vaccins

La Première Ministre, Erna Solberg, a lancé un appel aux opposants aux vaccins dans un entretien avec le journal VG. « *A mon avis, les parents qui disent non aux vaccins ont une responsabilité personnelle* », explique-t-elle. Mme Solberg pense que les parents qui ne vaccinent pas leurs enfants font un mauvais choix pour eux-mêmes et pour la société norvégienne dans son ensemble. « *Les parents norvégiens doivent comprendre qu'ils mettent leur propres enfants et les enfants de tous les autres en danger* », précise-t-elle. Mme Solberg avait elle-même contracté la rougeole pendant son enfance.

Prévention contre le Sida

La Commission des drogues des Nations Unies a adopté vendredi dernier la résolution norvégo-suédoise sur les mesures visant à prévenir la transmission du Sida, des hépatites B et C, et de la syphilis chez les mères toxicomanes. Sans traitement, un enfant sur trois, né d'une mère séropositive, est également infecté à la naissance. En revanche, avec traitement, seuls 2 sur 1000 enfants contractent le virus. « *La résolution nouvellement adoptée contribuera à apporter des soins à ce groupe des femmes* », a expliqué le Ministre de développement international, Nikolai Astrup.

Sondage sur le service de protection de l'enfance

Selon un nouveau sondage, 28% des Norvégiens font peu ou pas confiance au service de protection de l'enfance, et 23% ont une mauvaise image de l'institution. Parmi eux, ils sont trois sur dix à déclarer qu'ils ne préviendraient pas

ce service s'ils soupçonnaient un cas de maltraitance de mineur dans leur entourage. La direction à l'enfance, la jeunesse et la famille (*Bufdir*), regrette que quelques affaires médiatiques, relayées par les réseaux sociaux, aient marqué durablement les esprits.

Versement d'allocations familiales à des enfants vivant à l'étranger

Le gouvernement a saisi l'autorité de surveillance de l'AELE (ESA) pour savoir si la Norvège pouvait ajuster le montant de ses allocations familiales au niveau du pouvoir d'achat du pays de résidence des bénéficiaires. Jusqu'à présent, Bruxelles s'est montré plutôt réfractaire à ce projet. Marianne Thyssen, Commissaire européenne à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion, a précisé que moins de 1% des allocations familiales distribuées dans l'UE étaient versées à des enfants vivant dans un autre pays que celui où leurs parents travaillent.

Droits des femmes/ Enfance/ Famille

Parité dans les conseils municipaux

305 des 425 mandats de maires sont détenus par des hommes, et les femmes représentent en moyenne 39% des effectifs des conseils municipaux. Face à ce constat, la ministre des communes et de la modernisation, Monica Mæland, propose deux mesures pour faire avancer la parité au niveau municipal : une campagne visant à encourager les femmes à participer à la vie politique des communes, ainsi qu'un baromètre interactif indiquant le taux de parité dans chaque commune du pays.



SUÈDE

Population totale	9,779,000
Revenu national brut par habitant (\$ internationaux PPA)	44 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	81/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	69/43
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant (\$ int.)	5.219
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	11.9
Taux de fécondité	1.9

Source : OMS, 2015
*Banque mondiale, 2015

Affaires sociales

Education

Les groupes politiques extrémistes tentent de répandre leurs idées dans les écoles

En cette année électorale, les groupes extrémistes essaieraient de plus en plus de faire de la propagande dans les écoles. Dans un sondage réalisé par le journal *Dagens Nyheter*, 52% des directeurs d'écoles secondaires interrogés déclaraient avoir vu des personnes externes à leur établissement essayer de répandre des opinions extrémistes dans l'école.

Les libéraux veulent mettre fin la trop grande indulgence des professeurs dans leur notation

Les libéraux veulent mettre fin à la trop grande indulgence des professeurs lors de l'évaluation des élèves ayant passé le test standardisé suédois *nationella proven*. Une enquête de l'Inspection Scolaire Suédoise montre que les enseignants ont été considérés comme trop indulgents dans 41% des cas, alors qu'ils ont été jugés comme trop sévères dans seulement 21% des cas. Pour les libéraux, une solution serait de faire appel à 3000 enseignants retraités pour évaluer les tests nationaux. Ils ont également souhaité faire fermer les écoles trop indulgentes. « *Ce sont des écoles où les enseignants notent systématiquement de manière complaisante, année après année* » a déclaré le chef du parti libéral Jan Björklund.

Les sociaux-démocrates veulent fermer les écoles suivant une charte religieuse

Les sociaux-démocrates ont déclaré vouloir fermer les écoles religieuses. Cependant, cette promesse ne bénéficie pas d'un soutien important de la part des autres partis politiques, excepté de la gauche. Plutôt qu'une interdiction, les autres partis se prononcent en faveur de plus de contrôle. Néanmoins, d'après un sondage effectué par SVT/Novus, les trois quarts des suédois souhaiteraient une interdiction complète ou une forme d'interdiction des écoles suivant une charte religieuse.

La promesse d'interdiction des téléphones portables à l'école suscite des critiques

La ministre des Finances, Magdalena Andersson (S) et la ministre de l'enseignement secondaire supérieur et de l'éducation et de la formation des adultes, Anna Ekström (S), ont présenté une des promesses électorales des sociaux-démocrates : l'interdiction des téléphones portables dans les écoles. Tous les autres partis sont contre cette décision, à l'exception des libéraux, qui ont présenté une proposition similaire en février. Le Parti de Gauche a affirmé que « *ce n'est pas le rôle de la politique de contrôler en détail l'école* ». « *Les écoles peuvent déjà décider aujourd'hui d'interdire les mobiles, et nous croyons qu'ensemble, le personnel, les étudiants et les parents peuvent gérer cela* », a déclaré Maria Karlsson, attachée de presse du parti.

Cette promesse des sociaux-démocrates s'accompagnera de d'autres mesures pour renforcer la discipline à l'école, d'un plan national pour assurer la paix dans les écoles et de plus d'enseignants recrutés.

Migration

La proposition du gouvernement d'aider les migrants qualifiés à éviter d'être expulsés met l'accent sur les déficiences des employeurs

Les employés qui ont été expulsés de Suède en raison d'erreurs commises par leurs employeurs devraient pouvoir exiger des réparations monétaires, selon Helene Fritzon (S), ministre déléguée à la Migration et ministre déléguée à la Justice. C'est la solution apportée par le gouvernement pour résoudre le problème des renvois critiqués de travailleurs hautement qualifiés. «*Les erreurs commises par les employeurs ne devraient pas conduire à une situation dans laquelle une personne est expulsée parce que l'employeur n'a pas rempli ses obligations en matière d'emploi. Dans ce cas, il doit être possible d'imposer des sanctions* », a déclaré Madame Fritzon. Hier, *Migrationsverket* a également annoncé qu'il assouplissait quelque peu son interprétation des règles entourant l'expulsion des expatriés.

Le gouvernement alloue 120 millions de SEK pour les mineurs réfugiés

Le gouvernement a décidé de consacrer 120 millions de SEK pour les mineurs réfugiés non accompagnés en Suède vivant dans la rue. L'argent sera versé à des organisations comme la Croix-Rouge, *Save the Children* et *Stadsmissionen*. Le but est de permettre à ces jeunes de rejoindre des centres d'aide, pour qu'ils puissent prendre une douche, dormir ou manger. L'aide visera également les personnes qui, pour une raison ou une autre, ont perdu leur droit au logement, en raison d'une décision d'expulsion par exemple. "*Nous voulons travailler efficacement pour les jeunes adultes à la rue. Ce groupe est en croissance, d'autant plus que de nombreux mineurs réfugiés non accompagnés sont arrivés à l'automne 2015*", a déclaré le ministre des marchés financiers et de la consommation, Per Bolund (MP).

Déclaration du Ministre de l'Éducation : la crise des réfugiés n'a pas affecté la qualité des écoles

Le Ministre de l'Éducation Gustav Fridolin a déclaré que les écoles suédoises ont réussi à recevoir les nouveaux étudiants, sans diminuer la qualité de leur enseignement, durant la crise des réfugiés. Gustav Fridolin répondait ainsi au libéral Jan Björklund, qui dénonçait une forte détérioration de l'enseignement et des résultats en baisse. Pour le Ministre, les écoles ont su gérer avec succès l'accueil de nouveaux arrivants : « *c'est un succès pour les enseignants et les directeurs d'établissements* » a-t-il déclaré.

Déclaration de Hanna Lidström (MP) : des flux migratoires encore plus importants que ceux de 2015 sont à prévoir dans le futur

Hanna Lidström, porte-parole de l'association des jeunes du Parti vert, affirme que le nombre de migrants arrivés en 2015 n'est rien à côté des grands flux migratoires qui vont être provoqués par le changement climatique. « *Je crois que nous allons vivre dans un monde avec des flux de réfugiés beaucoup plus importants que celui auquel nous faisons face aujourd'hui. Nous devons créer des systèmes capables de gérer cela* », a-t-elle expliqué. Elle accuse également les modérés d'être des « ennemis du climat ». « *Ils font le choix de maintenir un système qui détruit le climat et contrecarre activement toute proposition visant à sauver le monde* », a-t-elle déclaré.

Proposition de création de centres d'arrivée obligatoire pour les demandeurs d'asile

La ministre de l'emploi Ylva Johansson (S) s'est déclarée favorable à la proposition de Martin Olauzon (enquêteur nommé par le gouvernement) de créer des centres d'arrivée obligatoire pour les demandeurs d'asile.

Divers

Débat sur la mendicité

Pour la ministre des finances, Magdalena Andersson (S), donner de l'argent aux mendiants risque de contribuer à la traite des êtres humains. Elle ne pense pas cependant qu'interdire la mendicité soit une bonne solution. « *Je ne suis pas sûre que demander à la police d'empêcher les gens de s'asseoir à l'extérieur des magasins et de mendier soit la meilleure solution alors que nous manquons de ressources policières* » a déclaré Madame Andersson lors d'une session de questions au Riksdag. La ministre répondait à la question d'Adam Marttinen (SD), qui voulait savoir pourquoi le gouvernement n'interdisait pas la mendicité. La réponse de Magdalena Andersson a été critiquée par le parti des verts.

Le Conseil Municipal de la ville de Vellinge, dans le sud de la Suède, avait récemment annoncé qu'il souhaitait interdire la mendicité à partir de cette année. A la suite du vote de cette proposition, l'Organisation de défense des droits de l'homme *Civil Rights Defenders* avait annoncé faire appel de la décision auprès du Tribunal Administratif de Malmö. « *L'interdiction de la mendicité entraîne des restrictions injustifiées et disproportionnées aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales et devrait donc être abrogée* » a déclaré John Stauffer, directeur juridique de *Civil Rights Defender*. La cour administrative d'appel (*Kammarrätten*) a rejeté la décision de Vellinge, en estimant

que l'interdiction ne peut pas être justifiée par le maintien de l'ordre public. Le tribunal administratif (*Förvaltningsrätten*) et le conseil du comté (*Länstyrelsen*) ont rendu la même décision.

L'Agence Suédoise de soutien aux communautés confessionnelles critiquée

L'Agence Suédoise de soutien aux communautés confessionnelles (*Myndigheten för stöd till trossamfund*) a été critiquée pour avoir projeté d'organiser un séminaire avec l'association islamique chiite *Imam Ali Islamic Center*. L'agence avait invité différentes communautés religieuses pour parler de la manière dont la religion peut promouvoir la démocratie, mais cette association avait été, dans le passé, critiquée pour avoir invité à une conférence un imam qui préconisait la peine de mort pour les personnes homosexuelles. « *Les autorités suédoises ne doivent pas promouvoir cela* » a déclaré Fredrik Malm, membre du Riksdag.

Le gouvernement maintient sa volonté d'interdire de fumer dans les lieux publics

Malgré les objections du Conseil de la législation, qui examine les propositions de loi et établit des recommandations pour le gouvernement, le gouvernement maintient sa volonté d'étendre l'interdiction de fumer dans certains lieux publics. Le Conseil soulignait qu'il est difficile de définir des zones non-fumeurs à l'extérieur, et d'établir qui est responsable de ces zones. « *Il est nécessaire d'interdire de fumer dans certains endroits, je pense par exemple aux terrains de jeux, où cette interdiction est très importante. Nous choisissons donc d'aller de l'avant avec cette décision. Cette législation est cruciale si nous voulons changer les normes entourant le tabagisme et améliorer la santé publique* » a déclaré la ministre de la santé et des affaires sociales, Annika Strandhäll (S).

La Suède neuvième pays le plus heureux au monde

Les Nations Unies ont désigné la Finlande comme le pays le plus heureux au monde. La Norvège, le Danemark et l'Islande ont également dans le top 5. La Suède atteint « seulement » la neuvième position du classement. Les pays nordiques seraient plus heureux car leur niveau élevé de taxes leur permet d'investir dans la société. Ils bénéficient également d'une bonne espérance de vie.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Accord conclu sur la création d'emplois

Le gouvernement et les acteurs du marché du travail sont parvenus à un accord sur la mise en place de d'emplois, *etableringsjobb*, pour les réfugiés nouvellement arrivés et les chômeurs de longue durée. Le coût salarial de ces emplois pour les employeurs devrait s'élever à environ 8400 SEK par mois, tandis que la compensation de l'Etat s'élèvera à maximum 9870 SEK par mois. Cette initiative devrait toucher au minimum 10 000 personnes. « *L'employeur paie un salaire bas et la subvention va directement à l'individu* », a déclaré Ylva Johansson, Ministre de l'Emploi et de l'Intégration. Les premiers emplois pourraient apparaître dans un an et demi, après l'approbation du programme par l'Union Européenne.

Le personnel de soin pour les personnes âgées veut quitter son emploi

Selon un rapport de LO, plus d'un salarié sur quatre en charge des personnes âgées dit vouloir quitter son emploi. "Il est grave qu'il y ait tant de personnes qui ont l'intention de démissionner et que ce nombre augmente, surtout en raison des énormes besoins de recrutement qui existent", a déclaré le président de *Kommunal*, Tobias Baudin. Près de 6 600 membres ont répondu à l'enquête sur l'environnement de travail et leur propre vision de l'avenir de la profession. 60% des répondants ont déclaré qu'ils avaient l'intention de continuer à travailler dans la profession sur les trois ans à venir alors que 27% veulent partir. Comparé à l'enquête menée cinq ans plus tôt, cela représente une augmentation de 5%.

Un taux de chômage plus faible que prévu en février

D'après *Statistics Sweden*, le taux de chômage était de 6.3% en février, contre 7.4% l'année précédente. Les analyses avaient anticipé un taux de chômage à 7%.

Santé et Protection sociale

Les sociaux-démocrates veulent investir 500 millions de SEK par an pour les soins contre le cancer

Le gouvernement a annoncé vouloir investir 500 millions de couronnes suédoises par an dans les soins contre le cancer lors du prochain mandat. Les temps d'attente pour recevoir un traitement devraient être raccourcis, plus

Chroniques nordiques n°31 – Service Affaires sociales et Santé pour les Pays Nordiques

d'investissements seront réalisés dans le domaine des soins pour les enfants et l'accent sera mis sur la détection précoce du cancer de la peau. « *Nous ne pouvons pas éradiquer le cancer, mais nous pouvons aider à le prévenir et donner à ceux qui en sont atteints des soins de qualité* » a déclaré le Premier Ministre Stefan Löfven. « *Nous travaillons sur les soins contre le cancer depuis notre arrivée au pouvoir et cela a donné des résultats* » a souligné la Ministre des Affaires Sociales Annika Strandhäll (S).

L'inspection de la santé et des services sociaux rejette l'enquête du nouveau Karolinska sur les files d'attentes pour le traitement du cancer

L'inspection de la santé et des services sociaux (*Inspektionen för vård och omsorg, «Ivo»*) a rejeté l'enquête interne du Nouveau Karolinska sur les longues files d'attente pour les patients atteints de cancer à l'été 2017. Cette enquête avait été menée après le décès de deux patients. Ivo a décidé de lancer sa propre enquête.

Le Conseil National de la Santé met en garde contre le manque de personnel soignant

Selon une enquête du Conseil National de la Santé (*Socialstyrelsen*), il y a une pénurie du personnel de santé dans le pays. Cette pénurie concerne tout particulièrement les infirmières, les sages-femmes et certains spécialistes. Une pénurie de personnel signifie un risque accru de blessures a souligné le Conseil. « *Des études montrent que les blessures et la mortalité diminuent avec des niveaux de personnel plus élevés, des niveaux d'éducation plus élevés et plus d'expérience* », a déclaré Carina Skoglund, une experte en sécurité des patients.

La Cour des Comptes met en garde la Suède contre sa faible préparation aux situations de crise

Dans un récent rapport, la Cour de Comptes a mis en garde contre le manque de médicaments ou de nourriture disponibles en cas de crise. La Suède disposait auparavant d'un stock de produits alimentaires et pharmaceutiques, la suppression du monopole pharmaceutique a mis fin à cette pratique. Aucun organisme n'a repris ce rôle tenu par Apoteket AB auparavant a précisé la Cour des Comptes. « *Les incertitudes concernant qui doit faire quoi, et à quel moment, risquent dans le pire des cas de retarder des mesures importantes, voire qu'elles ne soient pas du tout mises en place* » a déclaré Stefan Lundgren, du bureau de presse de la Cour des Comptes.

135 000 travailleurs sociaux supplémentaires nécessaires

Le syndicat suédois des travailleurs municipaux, *Kommunal*, estime que 135 000 personnes de plus doivent être recrutées dans le système de protection sociale suédois au cours de la prochaine mandature. En raison de l'évolution de la population, entre 50 400 et 106 400 personnes de plus sont nécessaires dans le secteur des soins aux personnes âgées, selon des estimations tirées d'un pronostic de SKL. « *Presque toutes les autres assistantes-infirmières affirment que les effectifs pour les personnes âgées sont si faibles que cela représente un risque pour ces personnes, et, dans les maternités, un enseignant sur cinq n'a pas le temps de se reposer ou d'aller aux toilettes* », soutient Tobias Baudin, dans la section débat de *Dagens Nyheter*.

Droits des femmes/ Enfance/ Famille

La Ministre des Enfants, des Personnes âgées et de l'égalité des sexes Åsa Regnér démissionne après sa nomination comme Directrice exécutive adjointe d'ONU-Femmes

Le Ministre de l'enfance, des personnes âgées et de l'égalité des sexes, Åsa Regnér (S), a démissionné après avoir été nommée Directrice exécutive adjointe, Appui intergouvernemental, Partenariats stratégiques, à ONU-Femmes. « *La compétition était féroce, donc je suis très heureuse* » a-t-elle déclaré. Åsa Regnér va avoir une responsabilité dans le développement des politiques d'égalité, ainsi que dans la mise en place des relations entre ONU-Femmes et les pays. Åsa Regnér a confirmé qu'il était difficile de quitter son poste de ministre en cette période électorale, « *mais ce poste est l'évolution naturelle de mon rôle au gouvernement, et une reconnaissance de la politique étrangère suédoise. Pour moi, il était indispensable que je fasse partie de cette nouvelle direction de l'ONU, et participe au changement* ».

Les pères prennent moins de jours dans le cadre du congé parental

D'après l'indice d'égalité de la Confédération suédoise des employés (TCO), les pères prennent seulement 29% des jours du congé parental. Ce chiffre est en baisse de 1% par rapport à l'année précédente. La présidente de TCO, Eva Nordmark souhaite à présent une réforme pour supprimer ces différences. L'enquête a également montré des écarts entre les différentes régions. En Skåne, 73% des jours sont pris par les mères, alors que dans le Comté de Västerbotten les mères prennent 62% des jours de congé parental.

Rémunération des femmes en Suède

D'après l'indice « *Glass-ceiling* » de *The Economist*, la Suède est le meilleur pays au monde pour que les femmes travaillent. Mais alors que les femmes ont un niveau d'éducation relativement élevé, un écart de salaire persiste entre les hommes et les femmes. 14% des femmes ont un niveau d'éducation supérieur aux hommes, alors que l'écart de salaire est de 13%. C'est la Belgique qui apparaît comme le champion de cette catégorie, puisque les femmes y ont un salaire inférieur de 3.3% aux hommes.

Le Riksdag vote pour interdire le mariage des enfants et réfléchit à la question des mariages polygames

Le Riksdag a pris la décision de ne jamais reconnaître le mariage des enfants en Suède. Le Riksdag veut également mettre un terme à la polygamie. La législation actuelle entourant les mariages polygames étrangers est sévèrement critiquée : on compte environ 150 personnes qui sont mariées à plus d'une personne en Suède.

Les personnes transgenres stérilisées de force recevront une indemnisation

Environ 600 à 700 Suédois ont été stérilisés de force lorsqu'ils ont légalement changé de sexe. Ils recevront chacun 225 000 SEK. La Fédération suédoise pour les droits des personnes LGBTQ souligne "*une victoire historique*". "*C'est énorme. La Suède est le premier pays au monde à avoir décidé d'une indemnisation*", a déclaré Mangus Kolsjö de RFSL, la Fédération Suédoise pour les personnes LGBTQ. La loi réglementant les stérilisations a été effective entre 1972 et 2013. "*Indépendamment de la somme, il n'y a pas d'argent dans le monde qui puisse compenser l'humiliation dont ces personnes ont été victimes*", a déclaré Kolsjö.

Les modérés promettent d'investir dans les enfants en situation de vulnérabilité sociale

Les enfants qui ont un début difficile dans la vie ne devraient pas hériter de la vulnérabilité de leurs parents. C'est le message du leader du parti modéré Ulf Kristersson, qui a annoncé plusieurs engagements électoraux ciblant les enfants socialement vulnérables. En plus de leurs promesses de prolonger le temps d'enseignement à l'école primaire d'une heure par jour et d'introduire l'école obligatoire et l'aide aux devoirs, les modérés proposent d'étendre le droit à l'éducation préscolaire à 30 heures par semaine pour les enfants dont les parents sont sans emploi ou de leur fournir un soutien de l'Etat. Un autre de leur engagement est la mise en place d'une unité spécialisée dans les prisons, qui serait responsable des jeunes qui ont commis des crimes violents ou graves, et l'introduction de tribunaux spéciaux pour la jeunesse. « *Nous pensons qu'il y a trop peu de discussions en Suède sur la situation des enfants qui ont eu un début de vie difficile. Les enfants ne devraient pas avoir un avenir pire simplement parce que leurs parents ont eu des problèmes avant* », a déclaré Kristersson.